



L'efficacité énergétique en France

Mai 2011

Les tendances de l'efficacité énergétique

Panorama

L'efficacité énergétique finale s'est améliorée d'environ 20% (ou 1,1%/an) en France entre 1990 et 2008 ce qui est proche de la moyenne de l'Union Européenne. Tous les secteurs participent à cette amélioration.

Industrie

Depuis 1990, l'efficacité énergétique s'est améliorée d'environ 17%. Des progrès d'efficacité énergétique sont principalement observés pour l'acier, le papier, les non ferreux et la chimie. D'un autre côté quelques branches ont de faibles performances énergétiques comme l'industrie agro alimentaire, le textile et l'équipement.

L'intensité de l'industrie manufacturière a diminué de 1,2%/an depuis 1990. Ces progrès ont été principalement observés durant la période 1993-2001 (réduction de 1,9%/an de l'intensité de l'industrie manufacturière).

Résidentiel

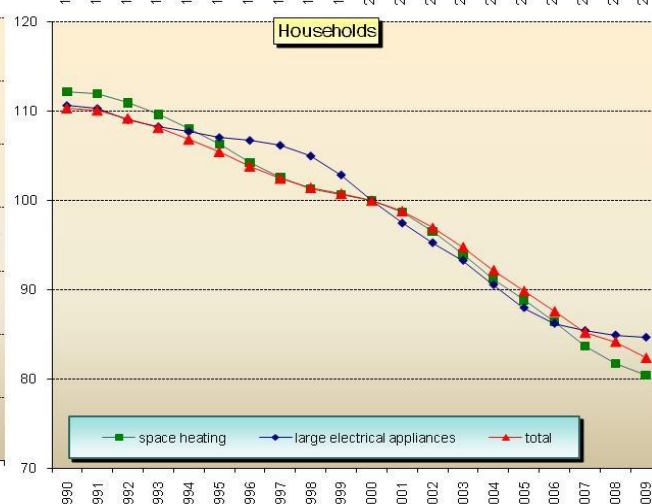
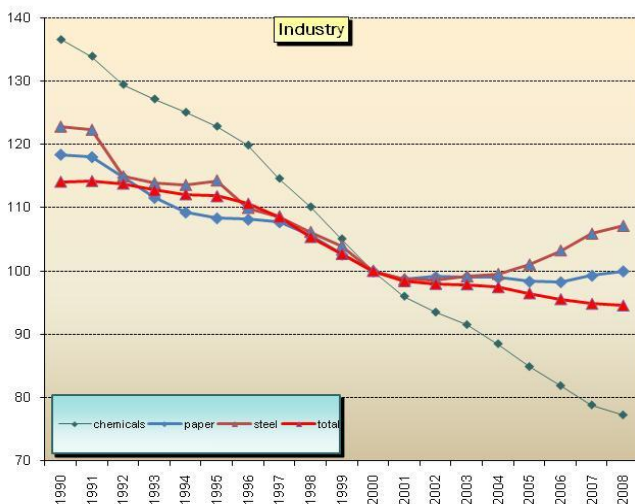
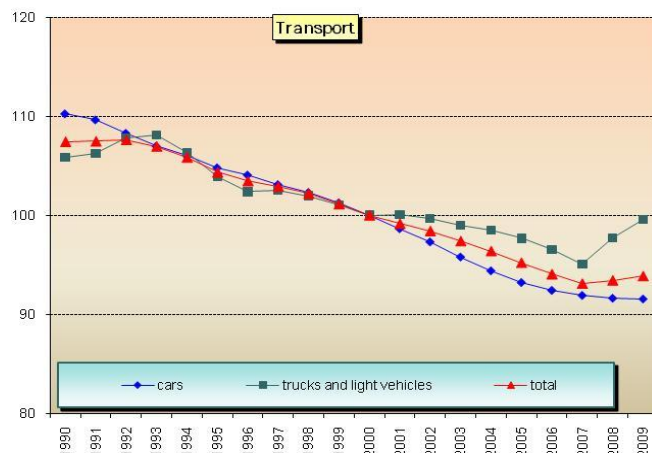
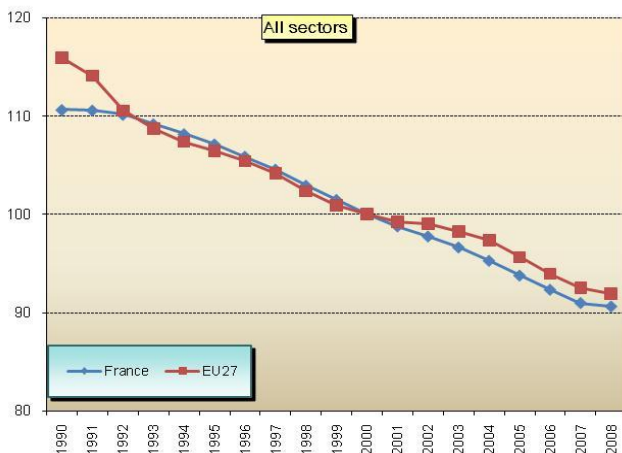
L'efficacité énergétique s'est améliorée de 24% (1,5%/an) entre 1990 et 2008 dans le résidentiel, du fait de gains pour le chauffage (27% d'amélioration) et pour les gros équipements électriques (23%). Ces progrès résultent d'une part, d'une augmentation de la part des nouveaux logements performants dans le parc de logement existant, et d'autre part d'une substitution énergétique vers l'électricité. La plupart de ces progrès a été réalisé avant 1997 et après 2001.

Transport

Le secteur du transport enregistre une amélioration continue de l'efficacité énergétique (environ 15%) depuis 1990. Les progrès les plus significatifs sont sur les voitures (17%) du fait d'une décroissance continue de la consommation spécifique des voitures en litres/100km (-1%/an depuis 1990). Pour les camions et les véhicules utilitaires, les progrès sont plus faibles (environ 6%).

Depuis 1993, la plupart des indicateurs sur le trafic montrent un ralentissement de la demande d'énergie des transports comparé à la croissance de l'activité économique, excepté pour le rail.

Efficacité énergétique index (base 100=2000)*



* Tous les indicateurs sont mesurés avec une moyenne mouvante sur 3 années
Source ODYSSEE
Pour plus d'informations : <http://www.odyssee-indicators.org/>

Les politiques d'efficacité énergétique

Institutions et programmes

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie est en charge de la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique, du développement des énergies renouvelables et des politiques environnementales. Ses engagements sont contractualisés avec l'Etat pendant 4 ans (2009-2012) dans le Contrat d'Objectif.

En terme de CO₂, le Programme National de Lutte contre le Changement Climatique (PNLCC) de janvier 2000 a été renforcé en 2004, en 2006 et en 2009. Ce programme fait parti de la loi POPE sur l'énergie de 2005.

En 2007, le Président de la République a lancé, "le Grenelle de l'Environnement". Pour la première fois, l'Etat, les collectivités locales et des représentants de la société civile, se sont réunis ensemble pour définir une feuille de route sur l'écologie et le développement durable. A moyen et à long terme, des objectifs ont été proposés (2020, 2050).

Industrie

La plus importante mesure dans l'industrie est la mise en place du Plan National d'Allocation des Quotas entre 2008 et 2012 pour un marché d'émission de 132,8 Mt CO₂. En 2010, l'ADEME a subventionné 780 audits. Depuis 2008, 3400 aides à la décision dans l'énergie ont été réalisées.

Résidentiel, tertiaire

La réglementation thermique de Juillet 2005 a été renforcée pour le résidentiel et le tertiaire. Elle vise des économies d'énergie de 15%, par rapport à la réglementation thermique de 2000. Pour les bâtiments existants, le crédit d'impôt, qui a connu un grand succès a été renforcé en 2005 et peut atteindre 50% d'aide. En 2010, 1600 bâtiments ont été audités pour un total de 5185 bâtiments depuis 2008. Cette mesure est complétée par des projets de démonstration et par le programme OPATB (Opération Programmée d'Amélioration Thermique du Bâtiment). Le total des aides mobilisées dans le cadre de ces mesures atteint 37 millions d'euros en 2010.

Le réseau des Espaces Info Energie a été renforcé en 2009, avec 230 centres et 400 conseillers. Les économies d'énergie estimées sont de 95ktep/an et de 160kt CO₂/an en 2009.

En 2009, dans le cadre des certificats d'économies d'énergie, 84,5 TWh Cumac ont été certifiés, principalement dans le résidentiel et le tertiaire (correspondant approximativement à 7,77 TWh par an).

Depuis 2006-2007, le diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments est obligatoire pour la vente, la location et la construction.

Un prêt à taux zero a été créé en Décembre 2008. En 2010, environ 150 000 prêts ont été accordés pour un objectif de 200 000. Les objectifs pour les années suivantes sont de 240 000 en plus en 2011, 320 000 en plus en 2012 et 400 000 en plus chaque année à partir de 2013.

Transport

Il existe d'importante subvention pour les véhicules propres (électrique, hybride, GPL). Pour le transport de passager les principales mesures sont les Plans de Déplacement Entreprise (environ 11700 démarches recensées en 2009) et les démarches d'écomobilité scolaire (environ 1500 démarches recensées en 2008). Pour le transport de marchandises, la principale mesure porte sur le transport combiné rail/route. En complément, de nombreux audits de transporteurs routiers ont été menés. Pour les voitures, les principales mesures sont l'étiquette énergie-CO₂, et le bonus-malus écologique depuis janvier 2008. Entre 2008 et 2010, la moyenne des émissions de CO₂ des nouveaux véhicules a diminué de 12% (de 149 à 131gCO₂/km).

Prix de l'énergie et imposition

Il n'existe pas de taxe CO₂ ou sur l'environnement en France. Cependant, dans tous les secteurs de consommation, le prix de l'énergie pour le consommateur final augmente.

Budgets

Le budget de l'ADEME alloué à l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables en 2009 était de 446,5 millions d'euros. Le plus important budget pour le gouvernement porte sur le crédit d'impôt (environ 2,6 Milliards d'euros).

Sélection de quelques mesures d'efficacité énergétique

Tout secteur	Les certificats d'économies d'énergie	2006	Hors industries intensives, 84,5 TWh cumac ont été certifiés
Tout secteur	Espace Info Energie	1990	230 centres; 600 000 contacts entre 2008 et 2010; 260 ktep/an et 440 kt CO ₂ /an
Résidentiel	Règlementation thermique 2005 : RT 2005	2005	15% d'économie d'énergie par rapport à 2000
Résidentiel	Crédit d'impôt pour les travaux d'économie d'énergie et les énergies renouvelables	1978	2,6 milliards d'euros en 2010, et jusqu'à 50% d'aide
Résidentiel	Diagnostic de performance énergétique	2006	
Résidentiel tertiaire	Diagnostics dans les bâtiments	1980	Réduction de 1,94 t CO ₂ par bâtiment diagnostiqué
Transport	Etiquette énergie	2006	
Transport	Bonus-malus écologique	2008	En 6 mois, la moyenne d'émission de CO ₂ des nouvelles voitures a baissé de 149 à 140gCO ₂ /km.
Industrie	Plan National d'Allocation des Quotas	2002	
Industrie	Aide à la décision	1999	Réduction de 16,5 t CO ₂ par entreprise
Tertiaire	"Haute qualité environnementale " dans les bâtiments (HQE)	2001	

Source : MURE
www.mure2.com